

Département du
Pas-de-Calais

MAIRIE DE CAMIERS

=====
Arrondissement de
Montreuil-sur-Mer

62176

=====
Canton d'Etaples

=====
Tél : 03.21.84.93.11

Fax : 03.21.84.51.77

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Du 06 juillet 2011

Objet :

Plan Local
d'urbanisme

Date de
convocation :

30 juin 2011

Date d'affichage :

Nombre de
membres en
exercice :

18

Nombre de
membres présents
ou représentés :

14

Nombre de
votants :

14

L'an deux mille onze, le mercredi six juillet à dix neuf heures, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, salle des mariages à Camiers sous la présidence de Monsieur Jacques JUPIN, Maire, suite à la convocation qui a été adressée individuellement à chaque conseiller municipal le 30 juin 2011.

Sont présents : Monsieur Jacques JUPIN, Maire
Monsieur Jean Marc HUGUET, 1^{er} adjoint
Madame Edith JUHIN, 2^{ème} adjointe
Monsieur Jean HECQUET, 4^{ème} adjoint
Monsieur Laurent CAFFIER
Monsieur Pascal DOCQUOIS
Monsieur Jean Pierre DESCHARLES
Madame Janine GALAND
Monsieur Jean FIEVET
Madame Viviane LEFEVRE
Madame Sophie FAIT

Représentés : Monsieur David MOCRETTE, 3^{ème} adjoint, pouvoir à M. Jacques JUPIN
Monsieur Bernard DESMETTRE, 5^{ème} adjoint, pouvoir à Madame Edith JUHIN
Madame Régine PERNEL, pouvoir à Monsieur Pascal DOCQUOIS

Absents excusés Monsieur Emile MAILLART
Madame Séverine HABULT

Absents Monsieur E. BACKE DELIGNIERES
Monsieur Jérôme DENEUVÉGLISE

REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Le commissaire enquêteur a rendu son rapport avec un avis favorable sous réserve d'effectuer certaines petites modifications sans conséquence sur l'économie du projet .

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les conditions dans lesquelles le projet de plan local d'urbanisme (P.L.U.) a été élaboré, à quelle étape de la procédure il se situe, et présente le projet de plan local d'urbanisme, les avis émis par les personnes publiques associées ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.123-10 et R.123-19 ;

Vu l'article L.122-2 du Code de l'Urbanisme ;

Vu l'avis favorable du Syndicat Mixte du SCOT du Pays Maritime et Rural du Montreuillois en date du 24 mars 2011 ;

Vu la délibération en date du 07/11/2002 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme;

Vu le débat sur les orientations du PLU organisé au sein du Conseil Municipal le 24/06/2005 ;

Vu l'intégration du PLU dans les différentes ateliers publics de travail mis en place dans le cadre de la constitution de l'Agenda 21 ;

Considérant que la concertation s'est effectuée en application de l'article L300-2 du Code de l'Urbanisme tout au long de la procédure de révision

Vu la délibération en date du 13/04/2010 arrêtant le projet de plan local d'urbanisme ;

Vu l'arrêté municipal en date du 28/03/2011 prescrivant l'enquête publique relative au plan local d'urbanisme;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur du 16/06/2011 ;

Vu le projet de Plan Local d'Urbanisme qui comprend un rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durable, le règlement et les annexes ;

Considérant les modifications apportées au projet arrêté compte-tenu des prescriptions des services de l'Etat reprises dans l'avis de Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais, signifié en date du 28 octobre 2010 ;

Considérant l'avis favorable au projet d'élaboration du PLU formulé par Monsieur le Commissaire-enquêteur ;

Considérant, à ce titre, que les résultats de l'enquête publique, communiqués par Monsieur le Commissaire-enquêteur, justifient quelques modifications mineures du plan local d'urbanisme, sans porter atteinte à l'économie générale du document initial ;

Considérant que le projet de PLU tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé,

APRÈS AVOIR ENTENDU L'EXPOSÉ DE MONSIEUR LE MAIRE,
ET EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL :
DECIDE par 13 Pour et 1 Contre

D'approuver le plan local d'urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
La présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.123-18, R. 123-24
et R. 123-25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une
mention dans un journal

La présente délibération sera exécutoire dans un délai d'un mois suivant sa réception
par le préfet si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au plan local
d'urbanisme ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces modifications

Après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus, la
date à prendre en compte pour l'affichage est celle du premier jour où il est effectué.

Conformément à l'article L. 123-10 du code de l'urbanisme, le dossier du plan local
d'urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public en mairie de CAMIERS aux
heures d'ouverture ; ainsi qu'en Préfecture du Pas-de-Calais.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre des délibérations



le Maire
J. Jupin
Jacques JUPIN



REÇU LE

22 AOÛT 2011

**SOUS-PREFECTURE
de MONTREUIL-sur-MER**

Département du
Pas-de-Calais

MAIRIE DE CAMIERS 058-2012

Arrondissement de
Montreuil-sur-Mer

62176

Canton d'Etaples

Tél : 03.21.84.93.11

Fax : 03.21.84.51.77

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Du 04 septembre 2012

Objet :

Modification du PLU

Date de
convocation :

29 août 2012

Date d'affichage :

07 septembre 2012

Nombre de
membres en
exercice :

18

Nombre de
membres présents
ou représentés :

15

Nombre de
votants :

15

L'an deux mille douze, le mardi quatre septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, salle des mariages à Camiers sous la présidence de Monsieur Jacques JUPIN, Maire, suite à la convocation qui a été adressée individuellement à chaque conseiller municipal le 29 août 2012.

Sont présents :

Monsieur Jacques JUPIN, Maire
Monsieur Jean Marc HUGUET, 1^{er} adjoint
Madame Edith JUHIN, 2^{ème} adjointe
Monsieur David MOCRETTE, 3^{ème} adjoint
Monsieur Jean HECQUET, 4^{ème} adjoint
Monsieur Bernard DESMETTRE, 5^{ème} adjoint
Monsieur Laurent CAFFIER
Monsieur Pascal DOCQUOIS
Monsieur Jean Pierre DESCHARLES
Madame Janine GALAND
Monsieur Emile MAILLART
Monsieur Jean FIEVET
Madame Viviane LEFEVRE
Madame Sophie FAIT

Représenté :

Monsieur Jérôme DENEUEGLISE, pouvoir à Emile MAILLART

Absents :

Monsieur E. BACKE DELIGNIERES
Madame Régine PERNEL (excusée)
Madame Séverine HABAUT

Modification du PLU

Les dispositions de la loi du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ainsi que celles des articles R 123-15 à R 123-25 du code de l'urbanisme, transfèrent aux communes les compétences en matière d'urbanisme. Il revient donc à la commune de décider de la modification d'un plan local d'urbanisme (PLU).

La société SOREPA a été retenue pour cette procédure de modification du PLU.
Pour la réalisation d'une zone de loisirs et d'hébergement touristique sur une emprise d'environ 7 ha à Sainte-Cécile (centre de vacances Arc International) : Projet Village vacances de M. DEBUCQUOY.

Sa mission consiste en :

- Rectification d'une erreur matérielle concernant une zone située dans les espaces proches du rivage, destinée à supporter une zone de loisirs afin de sécuriser le projet par rapport à la loi littoral.
- Suppression des emplacements réservés n° 13 (en partie) 11, 12, 13, 18

Pour ces opérations une enquête publique sera réalisée (conformément aux articles L 123-13 et suivants du code de l'urbanisme)

Il est précisé que l'emplacement 18 est situé à la déchèterie rue de l'Eglise et que l'on profite de cette enquête publique afin de lever cet emplacement réservé.

Il est demandé au conseil municipal de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à lancer la procédure de modification du PLU et soumettre le dossier à enquête publique.

Adopté à l'unanimité



SOUS-PREFECTURE
de MONTAUBAN (P.-de-C.)

REÇU LE

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
- 7 SEP 2012 - extrait conforme au registre des délibérations



Maire,
JUBIN

**DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS**

L'an deux mille dix-sept, le vingt-sept avril à dix-huit heures trente, le Conseil s'est réuni à la salle du Cosec 1 à Ecuire, sous la présidence de M. Bruno COUSEIN, suite à la convocation du 20 avril 2017, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la CA2BM.

Etaient présents : Bruno COUSEIN, Philippe COUSIN, Philippe FAIT, Sébastien BETHOUART, Philippe FOURCROY, Joël LEMAIRE, Walter KAHN, Jacques FLAHAUT, Claude VILCOT, Geneviève MARGUERITTE, Jean-Claude ALLEXANDRE, Gaston CALLEWAERT, Jean-Claude GAUDUIN, Jean-Claude DESCHARLES, Mary BONVOISIN, Charles BAREGE, Claude COIN, Patrick HERLANGE, Danièle BERTIN, Jean-Marie MICHAULT, Jean-Jacques OPRESKO, Claudine OBERT, Jean-Claude RICART, Claudine TORABI, Jérôme DELETRE, Marie-France BUZELIN, Marie-Claude LAGACHE, David CAUX, Dominique MASSON, Hubert DOUAY, Gérard JEGOU, Alain DELORME, Emile CREPIN, Evelyne LENGLET, Didier BOMY, Margarète BARBARA, Daniel JUMEZ, Hubert MAQUAIRE, Christelle BEAURAIN, Frédéric CADET, Maryse MAILLART, Pascal THIEBAUX, Jean-Pierre LAMOUR, Francis LEROY, Norbert MAGNIER, Maurice NEUVILLE, Patrick VIOLIER, Jean LEBAS, Jean-François ROUSSEL, Benoît ROUZE, Michel FOUQUES, Sophie MOREL, Sascha MAIGNAN, Laurent SAGNIER, Jean-Paul de LONGUEVAL, Daniel BOURDELLE, René VAMBRE, Maryse JUMEZ, Bertrand LEFEBVRE, Hubert DEGRIEVE, Véronique GRAILLOT, Alain SALOMON, délégués titulaires. Bernard ELOY, Louis DELENCLOS, délégués suppléants.

Etaient excusés et avaient donné pouvoir :

Daniel FASQUELLE a donné pouvoir à Bruno COUSEIN
Pierre-Georges DACHICOURT a donné pouvoir à Claude VILCOT
Marc DELABY a donné pouvoir à Gérard JEGOU
Valérie DECLERCQ a donné pouvoir à Jean-Jacques OPRESKO
Jocelyne CAULIER a donné pouvoir à Danièle BERTIN
Gérard RATYNSKA a donné pouvoir à Laurent SAGNIER
Yannick VEREZ a donné pouvoir à Gaston CALLEWAERT
Lucien BONVOISIN a donné pouvoir à Philippe FAIT
Josiane BOUTOILLE a donné pouvoir à Christelle BEAURAIN
Benoît ROUZE a donné pouvoir à Hubert DOUAY jusqu'à 18 h 50
Lilyane LUSSIGNOL a donné pouvoir à Michel FOUQUES
Cécile MIOTTI a donné pouvoir à Mary BONVOISIN
Thierry SAMIEC a donné pouvoir à René VAMBRE
Michel MEURILLON a donné pouvoir à Sébastien BETHOUART
Bruno DELENCLOS a donné pouvoir à Philippe COUSIN
Jeannine SAMASSA a donné pouvoir à Joël LEMAIRE

Etaient excusés et représentés par un suppléant :

Michel HEDIN représenté par Bernard ELOY
Christine LAUTROU représentée par Louis DELENCLOS

Etaient absents excusés et non représentés :

Dominique DELSAUX, Michel PETIT, Jean-François LEBLANC.

Bruno ROUZE est arrivé à 18h50 avant le vote de la délibération n° 2017-109
Hubert MAQUAIRE est arrivé à 19h05 avant le vote de la délibération n° 2017-114
Daniel JUMEZ est parti à 19h25 avant le vote de la délibération n°2017-116

Secrétaire de séance : Hubert DOUAY

2017-107 - Planification urbaine : Poursuite de la modification du PLU de la commune de Camiers par la CA2BM

Le président expose à l'assemblée :

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 «Accès au Logement et pour un Urbanisme Rénové » (ALUR) et notamment son article 136 ;

Vu la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et notamment son article 13 ;

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, publiée le 28 janvier 2017 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment l'article L. 153-9 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 5216-5 I 1° et 2° ;

Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et terres d'Opale ;

Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la communauté d'agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Camiers du 12 décembre 2016 prescrivant la modification du PLU communal ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Camiers du 3 avril 2017, sollicitant la poursuite de la modification du PLU par la CA2BM ;

Considérant que la CA2BM est désormais compétente en matière de plan local d'urbanisme ;

Considérant que l'article L 153-9 I modifié par la loi égalité et citoyenneté prévoit que l'EPCI peut achever les procédures d'élaboration ou d'évolution engagées avant la fusion. « Lorsque la procédure a été engagée par la commune, l'accord de celle-ci est requis ».

L'EPCI se substitue de plein droit à la commune dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée avant la fusion ;

Considérant que la modification du PLU porte, entre autre, sur une modification des articles 6, 7, 8 et 10 du règlement des zones UA et 1AUa ;

Considérant que pour permettre la poursuite de la procédure engagée, le conseil municipal doit délibérer afin de donner un accord à la poursuite de la modification du PLU par la communauté d'agglomération ;

Considérant que le conseil municipal de la commune de Camiers a donné son accord à la poursuite de la modification du PLU communal par délibération en date du 3 avril 2017 ;

Il est demandé au conseil communautaire de bien vouloir :

- approuver la poursuite de la procédure de modification du PLU de la commune de Camiers par la CA2BM,
- autoriser le Président à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier,
- prendre en charge le solde de l'étude pour laquelle les crédits sont prévus au budget.

Adopté à l'unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Publié le - 2 MAI 2017

Exécutoire le - 3 MAI 2017

Le président,

Bruno COUSEIN



Le président,

Bruno COUSEIN



REÇU LE

3 - MAI 2017

SOUS-PREFECTURE
de MONTREUIL-sur-MER

**DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS**

L'an deux mille dix-sept, le quatorze décembre à dix-huit heures trente, le Conseil s'est réuni à la salle du COSEC 1 à Ecuire, sous la présidence de M. Bruno COUSEIN, suite à la convocation du 08 décembre 2017, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la CA2BM.

Etaient présents : Bruno COUSEIN, Michel FOUQUES, Philippe COUSIN, Philippe FAIT, Sébastien BETHOUART, Philippe FOURCROY, Joël LEMAIRE, Walter KAHN, Jacques FLAHAUT, Claude VILCOT, Geneviève MARGUERITTE, Jean-Claude ALLEXANDRE, Pierre-Georges DACHICOURT, Gaston CALLEWAERT, Jean-Claude GAUDUIN, Jean-Claude DESCHARLES, Mary BONVOISIN, Claude COIN, Hubert DOUAY, Patrick HERLANGE, Danièle BERTIN, Jean-Marie MICHAULT, Jocelyne CAULIER, Jean-Jacques OPRESKO, Jean-Claude RICART, Marie-France BUZELIN, David CAUX, Yannick VEREZ, Gérard JEGOU, Roberte SENNINGER, Emile CREPIN, Evelyne LENGLET, Didier BOMY, Margarete BARBARA, Daniel JUMEZ, Hubert MAQUAIRE, Josiane BOUTOILLE, Dominique DELSAUX, Maryse MAILLART, Pascal THIEBAUX, Jean-Pierre LAMOUR, Norbert MAGNIER, Maurice NEUVILLE, Patrick VIOLIER, Jean LEBAS, Jean-François ROUSSEL, Daniel FASQUELLE, Sascha MAIGNAN, Laurent SAGNIER, Cécile MIOTTI, Michel PETIT, Jean-Paul de LONGUEVAL, François DESRUES, Daniel BOURDELLE, Michel MEURILLON, Maryse JUMEZ, Bruno DELENCLOS, Alain SALOMON, délégués titulaires.

Roger NOEL, Louis DELENCLOS, délégués suppléants.

Etaient excusés et avaient donné pouvoir :

Marc DELABY a donné pouvoir à Bruno DELENCLOS
Valérie DECLERCQ a donné pouvoir à Jean-Jacques OPRESKO
Claudine OBERT a donné pouvoir à Jean-Claude RICART
Claudine TORABI a donné pouvoir à Jocelyne CAULIER
Jérôme DELETRE a donné pouvoir à Marie-France BUZELIN
Gérard RATYNSKA a donné pouvoir à Laurent SAGNIER
Marie-Claude LAGACHE a donné pouvoir à Sébastien BETHOUART
Christelle BEAURAIN a donné pouvoir à Josiane BOUTOILLE
Benoît ROUZE a donné pouvoir à Hubert DOUAY
Lilyane LUSSIGNOL a donné pouvoir à Daniel FASQUELLE
Sophie MOREL a donné pouvoir à Michel FOUQUES
Charles BAREGE a donné pouvoir à François DESRUES
Thierry SAMIEC a donné pouvoir à Claude COIN
René VAMBRE a donné pouvoir à Bruno COUSEIN
Jeannine SAMASSA a donné pouvoir à Joël LEMAIRE
Véronique GRAILLOT a donné pouvoir à Jacques FLAHAUT

Etaient excusés et représentés par un suppléant :

Dominique MASSON représenté par Roger NOEL
Christine LAUTROU représentée par Louis DELENCLOS

Etaient absents excusés et non représentés :

Michel HEDIN, Lucien BONVOISIN, Francis LEROY, Bertrand LEFEBVRE, Hubert DEGREVE.

Jean LEBAS est parti à 20h00 avant le vote de la délibération n° 2017-351

Secrétaire de séance : François DESRUES

2017-323 - Aménagement du Territoire – Approbation de la Modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Camiers

Le président expose à l'assemblée,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L.153-36 à L.153-44 et R. 153-20 et R.153-21 ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;

Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et terres d'Opale ;

Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la communauté d'agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Camiers en date du 12 décembre 2016 portant engagement de la procédure de modification n°2 du PLU communal ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Camiers en date du 3 avril 2017 sollicitant la poursuite de la modification du Plu par la CA2BM ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2017-107 en date du 27 avril 2017 décidant de poursuivre la procédure de modification du PLU n°2 initiée par la commune de Camiers ;

Vu l'arrêté du Président n° 2017-54 en date du 6 septembre 2017 portant organisation de l'enquête publique unique sur les projets de modifications des PLU de Groffliers, Berck-sur-Mer et Camiers ;

Vu la notification du projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme, en date du 12 août 2017 ;

Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 25 septembre 2017 au 25 octobre 2017 ;

Vu le mémoire en réponse de la CA2BM aux observations formulées dans le registre d'enquête publique en date du 17 novembre 2017 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur datés du 25 novembre 2017 et reçus le 07 décembre 2017 ;

Considérant que l'enquête publique s'est déroulée dans les communes de Berck-sur-Mer, Groffliers et Camiers, seules communes concernées par les modifications ;

Considérant que l'ensemble des modalités de mise à disposition définies dans l'arrêté portant organisation de l'enquête publique unique ont été respectées (affichage, parutions, site internet, avis informant le public,...) ;

Considérant que l'enquête publique s'est déroulée du 25 septembre 2017 au 25 octobre 2017 inclus, soit pendant 32 jours consécutifs ;

Considérant que le dossier d'enquête publique mis à disposition a été complété par les avis des personnes publiques associées ;

Considérant que parmi les personnes publiques associées :

- 4 ont émis un avis favorable ;
- 15 avis sont réputés favorable ;

Considérant que 8 personnes ont consulté le registre d'enquête lors des permanences du commissaire enquêteur ;

Considérant que 6 observations ont été présentées (soit sur le registre ou par courrier annexé aux registres d'enquête) dont une portant sur les modifications du PLU de Camiers ;

Considérant qu'à l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a remis son procès-verbal de synthèse faisant état des observations du public auxquelles la CA2BM a répondu.

Considérant que les réponses aux observations figurent dans le mémoire en réponse de la CA2BM ;

Considérant que le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserves ni prescriptions au projet avec une remarque : « Les distances d'éloignement liées au forage seront à considérer dans le projet de construction » ;

Considérant qu'au terme de l'enquête et compte tenu de ses résultats et des observations du public et des avis des personnes publiques associées, le responsable du projet peut être amené à modifier de manière non substantielle le dossier ;

Considérant que le projet n'a pas fait l'objet de modifications ;

Le rapporteur propose à l'assemblée d'approuver le projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Camiers, tel qu'il a été mis à disposition du public.

Il est demandé au conseil communautaire de bien vouloir approuver la modification n°2 de la commune de Camiers.

Conformément aux articles R 153-20 et R. 153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet :

- d'un affichage en mairie durant un mois ;
- d'une mention dans un journal d'annonces légales diffusé dans le département ;
- d'une publication au recueil des actes administratifs ;

Le dossier de la modification du plan local d'urbanisme de la commune de Camiers sera tenu à la disposition du public à la mairie de Camiers ainsi qu'au siège de la CA2BM aux jours et heures habituels d'ouverture.

La présente délibération accompagnée du dossier de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Camiers sera transmise :

- en sous-préfecture de Montreuil-sur-Mer ;
- à la mairie de Camiers.

La délibération deviendra exécutoire à compter de la dernière publication.

Vote de l'assemblée.

Adopté à l'unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre des délibérations.



Le président,


Bruno COUSEIN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20171214-2017-323-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2017

Publication : 18/12/2017



ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT

2018-22 – Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de la commune de CAMIERS

Le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois,

- Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L.153-60 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 28 mars 2017 portant inscription au titre des monuments historiques de l'Etaples Military Cemetery à Etaples-sur-Mer (Pas-de-Calais) ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la communauté d'agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la demande de mise à jour de la préfecture en date du 07 mai 2018 reçue au siège de la CA2BM le 09 mai 2018 ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la commune de Camiers, approuvé le 06 juillet 2011, modifié le 14 décembre 2017 ;
- Vu les plans et documents ci-annexés ;

ARRETE

Article 1^{er} – Le plan local d'urbanisme de la commune de Camiers est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, l'arrêté préfectoral susvisé ainsi que les plans annexés délimitant les périmètres soumis à l'avis de l'Architecte des bâtiments de France ont été visés par le Président, avec la mention : « Vu pour être annexé au plan de servitudes du plan local d'urbanisme ».

Article 2 – La mise à jour est tenue à la disposition du public :

- en mairie de Camiers
- au siège de la CA2BM ;
- à la préfecture du Pas-de-Calais ;
- à la sous-préfecture ;
- à la direction départementale des territoires et de la mer.

Article 3 – Le présent arrêté sera affiché en mairie de Camiers et au siège de la CA2BM pendant une période d'un mois à compter de sa signature.

Article 4 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à

compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

Article 5 – Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au préfet du Pas-de-Calais et au directeur départemental des territoires et de la mer et sera publié au recueil des actes administratifs de la communauté d'agglomération.

Fait à Montreuil-sur-mer,
Le 25 mai 2018

Le Président,

Bruno COUSEIN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20180525-Arrete2018-22-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/05/2018





ARRÊTÉ DU PRESIDENT

2018-30 – Portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Camiers

.....
Le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois,

- Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L.153-60 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel GRT gaz ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la communauté d'agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la demande de mise à jour de la préfecture en date du 15 mai 2018 reçue au siège de la CA2BM le 17 mai 2018 ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la commune de Camiers ;
- Vu les plans et documents ci-annexés ;

ARRETE

Article 1^{er}. – Le plan local d'urbanisme de la commune de Camiers est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, l'arrêté préfectoral susvisé ainsi que les plans annexés délimitant les périmètres soumis à l'avis de l'Architecte des bâtiments de France ont été visés par le Président, avec la mention : « Vu pour être annexé au plan de servitudes du plan local d'urbanisme ».

Article 2. – La mise à jour est tenue à la disposition du public :

- en mairie de Camiers ;
- au siège de la CA2BM ;
- à la préfecture du Pas-de-Calais ;
- à la sous-préfecture ;
- à la direction départementale des territoires et de la mer.

Article 3. – Le présent arrêté sera affiché en mairie de Camiers et au siège de la CA2BM pendant une période d'un mois à compter de sa signature.

Article 4 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

Article 5. – Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au préfet du Pas-de-Calais et au directeur départemental des territoires et de la mer.

Fait à Montreuil-sur-mer,
Le 09 juillet 2018

Le Président,

Bruno COUSEIN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20180709-2018-30-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/07/2018





Numéro de l'acte	2019-127
Nature de l'acte	ARRETE
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Arrêté portant mise à jour du PLU de Camiers

Le Président de la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles R. 151-51 et R.151-33 ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la communauté d'agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 18 novembre 2019 portant abrogation des dispositions relatives aux voies ferroviaires de l'arrêté préfectoral du 23 août 1999 et définissant les nouveaux classements sonores des infrastructures de transport ferroviaire du département du Pas-de-Calais dont les pièces constitutives sont disponibles sur le site internet de la Préfecture du Pas-de-Calais à l'adresse suivante :
<http://www.pas-de-calais.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-developpement-durable/Bruit-des-infrastructures-de-trasports-terrestre>
- Vu la demande de mise à jour de la préfecture en date du 18 novembre 2019, reçue au siège de la CA2BM le 27 novembre 2019 ;
- Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Camiers concerné par le présent arrêté ;
- Vu le document ci-annexé ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Camiers est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, l'arrêté préfectoral susvisé a été visé par le Monsieur le Président, avec la mention : « Vu pour être annexé au Plan Local d'urbanisme ».

Article 2 : La mise à jour est tenue à la disposition du public :

- en mairie de Camiers
- au siège de la CA2BM ;
- à la préfecture du Pas-de-Calais ;
- à la sous-préfecture ;
- à la direction départementale des territoires et de la mer.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en mairie de Camiers et au siège de la CA2BM pendant une période d'un mois à compter de sa signature.

Article 4 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

Fait à Montreuil-sur-Mer,
Le 30 décembre 2019

Le Président,

Bruno COUSEIN



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20191230-ARRETE2019-127-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/01/2020



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
ET DE LA MER DU PAS-DE-CALAIS
Service De l'Environnement

*Vu pour être annexé au Plan Local d'Urbanisme
le Président*
Bruno

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL ABROGEANT LES DISPOSITIONS RELATIVES AUX VOIES FERROVIAIRES DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 23 AOÛT 1999 ET DÉFINISSANT LES NOUVEAUX CLASSEMENTS SONORES DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT FERROVIAIRE DU DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

LE PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Vu le Code de l'Environnement, notamment les articles L. 571-10 et R. 571-32 à R. 571-43 relatifs au recensement et au classement des infrastructures de transports terrestres et R. 125-28 relatif au droit à l'information sur les nuisances sonores ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L. 111-11-1 et L. 111-11-2, et R. 111-4-1 relatifs aux caractéristiques acoustiques des habitations ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles R. 151-51 et R. 151-53, relatifs au périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres et les prescriptions acoustiques ;

Vu la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit ;

Vu le décret n°95-20 du 9 janvier 1995 pris pour application de l'article L. 111-11-1 du code de la construction et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les Régions et les Départements ;

Vu le décret du 16 février 2017 portant nomination de M. Fabien SUDRY en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) à compter du 20 mars 2017 ;

Vu le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de Monsieur Alain CASTANIER, Administrateur civil hors classe, Sous-Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais (Classe fonctionnelle II) ;

Vu les arrêtés du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement, dans les établissements de santé et dans les hôtels ;

Vu l'arrêté du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 août 1999 de classement des infrastructures de transports terrestres à l'égard du bruit – Classement des autoroutes et voies ferrées du département du Pas-de-Calais ;

Vu le rapport de révision du classement sonore pour les infrastructures de transports ferroviaires du département du Pas-de-Calais réalisé par le bureau d'études Impédance ingénierie sous la responsabilité du maître d'ouvrage SNCF réseau ;

Vu la consultation des communes portant sur le classement sonore des infrastructures de transports ferroviaires en date du 15 mai 2019 pour une durée de 3 mois, et les avis formulés ;

Sur proposition du Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Pas-de-Calais et de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-du-Calais ;

ARRÊTE

Article 1 :

Les dispositions des arrêtés du 25 avril 2003 et du 23 juillet 2013 susvisés sont applicables dans les communes du département du Pas-de-Calais et aux abords des infrastructures ferroviaires identifiées et reprises dans les annexes au présent arrêté :

- « Liste des communes concernées par le bruit issu des infrastructures de transports ferroviaires » - Annexe 1 ;
- « Classement sonore des infrastructures ferroviaires du département du Pas-de-Calais par ligne ferroviaire – Annexe 2 ;
- « Classement sonore des infrastructures ferroviaires du département du Pas-de-Calais par commune – Annexe 3 ;

Article 2 :

Le classement sonore des infrastructures ferroviaires et les périmètres des secteurs affectés par le bruit doivent être annexés aux Plans Locaux d'Urbanisme ou documents en tenant lieu par l'autorité compétente en matière de documents d'urbanisme conformément aux dispositions des articles R. 151-51 et 53 du Code de l'Urbanisme.

Article 3 :

Les bâtiments d'habitation, d'enseignement, de santé, de soins et d'action sociale ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés, doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux arrêtés du 25 avril 2003 et du 23 juillet 2013 susvisés.

Article 4 :

Les dispositions concernant le classement des infrastructures ferroviaires de l'arrêté préfectoral de classement des infrastructures de transports terrestres à l'égard du bruit – Classement des autoroutes et des voies ferrées du département du Pas-de-Calais du 23 août 1999 – sont abrogées.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 août 1999 concernant le classement des autoroutes restent applicables.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté est adressée aux maires des communes concernées et est affichée dans les mairies de ces communes pendant un mois.

Il est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais accessible sur le site Internet de la Préfecture du Pas-de-Calais (www.pas-de-calais.gouv.fr) dans la sous-rubrique « recueil des actes administratifs ».

Le classement sonore est disponible sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais : <http://www.pas-de-calais.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-developpement-durable/Bruit-des-infrastructures-de-transports-terrestres>

Un exemplaire du présent arrêté est tenu à la disposition du public dans les mairies, au siège de la Direction départementale des territoires et de la mer du Pas-de-Calais – Service de l'Environnement – 100, Avenue Winston Churchill à ARRAS et en préfecture du Pas-de-Calais.

Mention des lieux où ce document peut être consulté est insérée dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département du Pas-de-Calais et affichée à la mairie des communes concernées.

Article 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 :

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

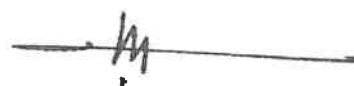
- Mesdames et Messieurs les maires des communes concernées listées en annexe 1 du présent arrêté ;
- Mesdames et Messieurs les présidents des autorités compétentes en matière de documents d'urbanisme ;
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais ;
- Mesdames et Messieurs les sous-préfets.

Article 9 :

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, Mesdames et Messieurs les sous-préfets d'arrondissement, le directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais, Mesdames et Messieurs les présidents des autorités compétentes en matière de documents d'urbanisme et Mesdames et Messieurs les maires des communes listées en annexe sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRAS, le 18 NOV. 2019

Le Préfet,



Fabien SUDRY

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL ABROGEANT LES DISPOSITIONS RELATIVES AUX VOIES
FERROVIAIRES DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 23 AOÛT 1999 ET DÉFINISSANT LES
NOUVEAUX CLASSEMENTS SONORES DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT
FERROVIAIRE DU DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS.**

Annexe 1

Liste des communes concernées par le bruit issu des infrastructures ferroviaires

- | | | | |
|--------------------------|---------------------------|-------------------------|---------------------------|
| • ACHICOURT | • COQUELLES | • LANDRETHUN-LES-ARDRES | • RECQUES-SUR-HEM |
| • ACHIET-LE-GRAND | • CORBEHEM | • LAPUGNOY | • RETY |
| • ACHIET-LE-PETIT | • COULOGNE | • LE TRANSLOY | • RIENCOURT-LES-BAPAUME |
| • AGNY | • COURCELLES-LE-COMTE | • LEFOREST | • RINXENT |
| • AIRE-SUR-LA-LYS | • COURRIERES | • LENS | • RODELINGHEN |
| • AIRON-NOTRE-DAME | • CROISILLES | • LES ATTAQUES | • ROEUX |
| • AIRON-SAINT-VAAST | • CUCQ | • LIBERCOURT | • RUMINGHEM |
| • ALLOUAGNE | • DANNES | • LIEVIN | • SAINS-EN-GOHELLE |
| • ANNAY | • DOURGES | • LILLERS | • SAINT-AUBIN |
| • ANNEZIN | • ECOUST-SAINT-MEIN | • LOISON-SOUS-LENS | • SAINT-ETIENNE-AU-MONT |
| • ARDRES | • EPERLECQUES | • LOOS-EN-GOHELLE | • SAINT-JOSSE |
| • ARQUES | • ETAPLES | • LOUCHES | • SAINT-LAURENT-BLANGY |
| • ARRAS | • EVIN-MALMAISON | • MARQUISE | • SAINT-LEGER |
| • ATHIES | • FAMPOUX | • MAZINGARBE | • SAINT-LEONARD |
| • AUDRUICQ | • FARBUS | • MERCATEL | • SAINT-MARTIN-SUR-COJEUL |
| • AVION | • FAVREUIL | • MERLIMONT | • SAINT-OMER |
| • BAILLEUL-SIR-BERTHOULT | • FERQUES | • MEURCHIN | • SAINT-TRICAT |
| • BANCOURT | • FEUCHY | • MONCHY-LE-PREUX | • SALLAUMINES |
| • BAPAUME | • FICHEUX | • MONTIGNY-EN-GOHELLE | • SERQUES |
| • BEAULENCOURT | • FOUQUEREUIL | • MORVAL | • TILLOY-LES-MOFFLAINES |
| • BETHUNE | • FRESNES-LES-MONTAUBAN | • MORY | • TOURNEHEM-SUR-LA-HEM |
| • BEUGNATRE | • FRETHUN | • MOYENNEVILLE | • VAULX-VRAUCOURT |
| • BEUVREQUEN | • GAVRELLE | • MUNCQ-NIEURLET | • VENDIN-LE-VIEIL |
| • BIACHE-SAINT-VAAST | • GOMIECOURT | • NESLES | • VERQUIGNEUL |
| • BILLY-MONTIGNY | • GRENAY | • NEUFCHATEL-HARDELOT | • VERTON |
| • BOIRY-SAINTE-RICTRUDE | • GUARBECQUE | • NIELLES-LES-CALAIS | • VIMY |
| • BOISLEUX-AU-MONT | • GUINES | • NOEUX-LES-MINES | • VITRY-EN-ARTOIS |
| • BOULOGNE-SUR-MER | • HAMELINCOURT | • NORTKERQUE | • WABEN |
| • BOUQUEHAULT | • HAM-EN-ARTOIS | • NOYELLES-GODAUT | • WACQUINGHEN |
| • BREBIERES | • HAMES-BOUCRES | • NOYELLES-SOUS-LENS | • WANCOURT |
| • BREMES | • HENIN-BEAUMONT | • OIGNIES | • WILLERVAL |
| • BULLY-LES-MINES | • HENINEL | • OUTREAU | • WIMEREUX |
| • CAFFIERS | • HENIN-SUR-COJEUL | • PEUPLINGUES | • WIMILLE |
| • CALAIS | • HESDIGNEUL-LES-BOULOGNE | • PIHEN-LES-GUINES | • ZOUAFQUES |
| • CAMIERS | • ISBERGUES | • PLOUVAIN | • ZUTKERQUE |
| • CAMPAGNE-LES-GUINES | • ISQUES | • POLINCOVE | |
| • CARVIN | • IZEL-LES-EQUERCHIN | • PONT-A-VENDIN | |
| • CHOCQUES | • LABEUVRIERE | • PUISIEUX | |
| • COLLINE-BEAUMONT | • LABOURSE | • QUIERY-LA-MOTTE | |
| • CONCHIL-LE-TEMPLE | • LANDRETHUN-LE-NORD | • RANG-DU-FLIERS | |
| • CONDETTE | | | |

Ligne concernée	Commune(s) affectée(s) par le classement sonore du tronçon	Débutant	Finissant	PK Débutant	PK Finissant	Catégorie ancienne	Catégorie modifiée	Largeur affectée de part et d'autre de la voie**
311000 Ligne de Longueau à Boulogne-Ville	COLLINE-BEAUMONT CONCHIL-LE-TEMPLE	Limite dép Somme	Conchil temp lr	206+317	209+014	2	Hors catégorie	
	CONCHIL-LE-TEMPLE RANG-DU-FLIERS VERTON WABEN	Conchil temp lr	Rang du fliers	209+014	215+026	2	Hors catégorie	
	AIRON-NOTRE-DAME AIRON-SAINT-VAAST CUCQ							
	MERLIMONT RANG-DU-FLIERS SAINT-AUBIN SAINT-JOSSE	Rang du fliers	Estuaire de la Canche	215+026	225+658	2	3	100 m
	ETAPLES	Estuaire la Canche	Etaples	225+658	226+287	2	3	100 m
	CAMIER CONDETTE DANNES ETAPLES HESDIGNEUL-LES- BOULOGNE NESLES NEUFCHATEL-HARDELOT	Etaples	Hesdigneul	226+287	244+564	2	4	30 m

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL ABROGEANT LES DISPOSITIONS RELATIVES AUX VOIES
FERROVIAIRES DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 23 AOÛT 1999 ET DÉFINISSANT LES
NOUVEAUX CLASSEMENTS SONORES DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT
FERROVIAIRE DU DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS.**

Annexe 3

Classement sonore des infrastructures ferroviaires du département du Pas-de-Calais par commune

Commune	Ligne	Classement
ACHICOURT	272000 – Paris-Nord à Lille	3
ACHIET-LE-GRAND	272000 – Paris-Nord à Lille	3
ACHIET-LE-PETIT	272000 – Paris-Nord à Lille	3
AGNY	272000 – Paris-Nord à Lille	3
AIRE-SUR-LA-LYS	301000 – Arras à Dunkerque-Locale	2
AIRON-NOTRE-DAME	311000 – Longueau à Boulogne-Ville	3
AIRON-SAINT-VAAST	311000 – Longueau à Boulogne-Ville	3
ALLOUAGNE	301000 – Arras à Dunkerque-Locale	2
ANNAY	286000 – Lens à Don-Sainghin	4
ANNEZIN	301000 – Arras à Dunkerque-Locale	2
ARDRES	295000 – Lille aux Fontinettes	4
ARQUES	295000 – Lille aux Fontinettes	4
ARRAS	272000 – Paris-Nord à Lille	3
ARRAS	301000 – Arras à Dunkerque-Locale	3
ATHIES*	301000 – Arras à Dunkerque-Locale	2
AUDRUICQ	295000 – Lille aux Fontinettes	4
AVION	284000 (avant bif ligne 286000) – Lens à Ostricourt	5
AVION	284000 (après bif ligne 286000) – Lens à Ostricourt	4
AVION	286000 – Lens à Don-Sainghin	4
AVION	301000 – Arras à Dunkerque-Locale	2
BAILLEUL-SIR-BERTHOULT	301000 – Arras à Dunkerque-Locale	2
BANCOURT	226000 – Gonesse à Lille-Frontière (LGV)	2
BAPAUME	226000 – Gonesse à Lille-Frontière (LGV)	2
BEAULENCOURT	226000 – Gonesse à Lille-Frontière (LGV)	2
BETHUNE	301000 – Arras à Dunkerque-Locale	2
BEUGNATRE	226000 – Gonesse à Lille-Frontière (LGV)	2

BEUVREQUEN	314000 – Boulogne-Ville à Calais-Maritime	4
BIACHE-SAINT-VAAST	272000 – Paris-Nord à Lille	3
BILLY-MONTIGNY	284000 – Lens à Ostricourt	4
BOIRY-SAINTE-RICTRUDE*	272000 – Paris-Nord à Lille	3
BOISLEUX-AU-MONT	272000 – Paris-Nord à Lille	3
BOULOGNE-SUR-MER	311000 – Longueau à Boulogne-Ville	4
BOULOGNE-SUR-MER	314000 (Boulogne ville - tunnel de Hauteville) – Boulogne-Ville à Calais-Maritime	4
BOULOGNE-SUR-MER	314000 (Tunnel de Hauteville – Tunnel Odre) – Boulogne-Ville à Calais-Maritime	4
BOULOGNE-SUR-MER	314000 (Tunnel Odre – Marquise rinxen) – Boulogne-Ville à Calais-Maritime	4
BOUQUEHAULT	216000 – Fretin à Fréthun (LGV)	4
BREBIERES	272000 – Paris-Nord à Lille	3
BREMES	216000 – Fretin à Fréthun (LGV)	4
BULLY-LES-MINES	301000 – Arras à Dunkerque-Locale	2
CAFFIERS	314000 – Boulogne-Ville à Calais-Maritime	5
CALAIS	295000 (Calais coulogne - bif ligne 304000) – Lille aux Fontinettes	3
CALAIS	295000 (bif ligne 304000 – Fontinettes bif) – Lille aux Fontinettes	2
CALAIS	314000 – Boulogne-Ville à Calais-Maritime	4
CAMIERS	311000 – Longueau à Boulogne-Ville	4
CAMPAGNE-LES-GUINES	216000 – Fretin à Fréthun (LGV)	4
CARVIN	226000 – Gonesse à Lille-Frontière (LGV)	2
CHOCQUES	301000 – Arras à Dunkerque-Locale	2
COLLINE-BEAUMONT	311000 – Longueau à Boulogne-Ville	Tronçon déclassé
CONCHIL-LE-TEMPLE	311000 – Longueau à Boulogne-Ville	Tronçon déclassé
CONDETTE	311000 – Longueau à Boulogne-Ville	4
COQUELLES	216000 – Fretin à Fréthun (LGV)	4
COQUELLES	314000 – Boulogne-Ville à Calais-Maritime	4
CORBEHEM	272000 – Paris-Nord à Lille	3



Numéro de l'acte	2022-17
Nature de l'acte	ARRETE
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Camiers portant sur l'abrogation de décrets instituant des servitudes radioélectriques

Le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois,

- Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L.153-60 ;
- Vu l'Arrêté Ministériel du 01^{er} mars 2021 portant sur l'abrogation de décrets instituant des servitudes radioélectriques au profit de Orange ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1^{er} janvier 2017 de la communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la communauté d'agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la demande de mise à jour de la préfecture en date du 27 mai 2022 reçue au siège de la CA2BM le 30 mai 2022 ;
- Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Camiers en date du 6 juillet 2011 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal, lequel a fait l'objet d'une première procédure de modification approuvée le 9 juillet 2013 et d'une seconde procédure de modification approuvée le 14 décembre 2017 ;
- Vu les documents ci-annexés ;
- Considérant que la mise à jour du PLU est effectuée pour modifier le contenu des annexes via un arrêté de mise à jour (article R153-18 du code de l'urbanisme) ;

ARRETE

Article 1^{er}. – Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Camiers est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, l'Arrêté Ministériel susvisé a été visé par Monsieur le Président, avec la mention : « Vu pour être annexé au plan de servitudes du PLU ».

Article 2. – La mise à jour est tenue à la disposition du public :

- en mairie de Camiers ;
- au siège de la CA2BM ;
- à la préfecture du Pas-de-Calais ;
- à la sous-préfecture ;
- à la direction départementale des territoires et de la mer.

Article 3. – Le présent arrêté sera affiché en mairie de Camiers et au siège de la CA2BM pendant une période d'un mois à compter de sa signature, conformément aux dispositions de l'article R153-18 du code de l'urbanisme.

Article 4. – Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

Article 5. – Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au préfet du Pas-de-Calais et au directeur départemental des territoires et de la mer.

Fait à Montreuil-sur-Mer,
Le 03/06/2022

Le Président,

Bruno COUSEIN



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20220603-ARRETE2022-17-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/06/2022



Numéro de l'acte	2022-84
Nature de l'acte	ARRETE
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Arrêté portant mise à jour du PLU de la commune de Camiers concernant l'annexion du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi)

Le Président de la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles R. 151-51, R.151-53 et L 153-60 ;
- Vu l'article L.581-14-1 du Code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la communauté d'agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu le Règlement Local de Publicité Intercommunal de la CA2BM, approuvé par délibération du conseil communautaire n° 2022-289 en date du 06/10/2022 ;
- Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Camiers concerné par le présent arrêté ;
- Vu le document ci-annexé ;
- Considérant que la mise à jour du PLU est effectuée pour modifier le contenu des annexes via un arrêté de mise à jour (article R153-18 du code de l'urbanisme), dans la mesure où le règlement local de publicité intercommunal a été approuvé ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Camiers est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, la délibération n°2022-289 susvisée ainsi que le plan de zonage ont été visés par Monsieur le Président, avec la mention : « *Vu pour être annexé au Plan Local d'Urbanisme* ».

Article 2 : La mise à jour est tenue à la disposition du public :

- en mairie de Camiers ;
- au siège de la CA2BM ;
- à la préfecture du Pas-de-Calais ;
- à la sous-préfecture ;
- à la direction départementale des territoires et de la mer.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en mairie de Camiers ainsi qu'au siège de la CA2BM pendant une période d'un mois à compter de sa signature, conformément aux dispositions de l'article R153-18 du code de l'urbanisme.

Article 4 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

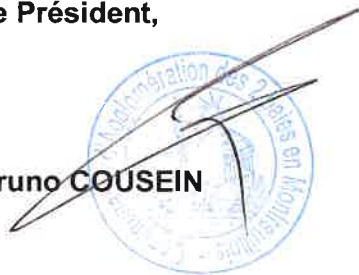
Article 5. – Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au préfet du Pas-de-Calais et au directeur départemental des territoires et de la mer.

Fait à Montreuil-sur-Mer,

Le 04.01.2023

Le Président,

Bruno COUSEIN



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20230104-ARRETE2022-84-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/01/2023



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS**

L'an deux mille vingt-trois, le six juillet à dix-huit heures, le Conseil s'est réuni à la salle Raymond LAVOGEZ (COSEC 1) à Ecuire, sous la présidence de M. Bruno COUSEIN, suite à la convocation du 5 avril 2023, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la CA2BM.

Etaient présents : Tous les conseillers communautaires titulaires en exercice, à l'exception de :

Etaient excusés et avaient donné pouvoir :

Claude VILCOT a donné pouvoir à **Bernard MORGENTHALER**
Mary BONVOISIN a donné pouvoir à **Didier BRICOUT**
Jacques FLAHAUT a donné pouvoir à **Jean Claude ALLEXANDRE**
Philippe FOURCROY a donné pouvoir à **Hubert DOUAY**
Danièle BERTIN a donné pouvoir à **Jean-Marie MICHAULT**
Claudine TORABI a donné pouvoir à **Valérie DECLERCQ**
Michel KUCHARSKI a donné pouvoir à **Pierre-Georges DACHICOURT**
Marie-France BUZELIN a donné pouvoir à **Claudine OBERT**
Jocelyne CAULIER a donné pouvoir à **Jean-Jacques OPRESKO**
Christelle BEAURAIN a donné pouvoir à **Josiane BOUTOILLE**
Sébastien BAILLET a donné pouvoir à **Maryse MAILLART**
André GERARD a donné pouvoir à **Franck TINDILLER**
Françoise DENIS a donné pouvoir à **Pierre DUCROCQ**
Thierry SAMIEC a donné pouvoir à **Claude COIN**
Véronique DECLERCQ a donné pouvoir à **Roselyne KOERS**
Hubert DEGRIEVE a donné pouvoir à **Jeannine SAMASSA**
Jean-Claude GAUDUIN a donné pouvoir à **Valérie DELORME**

Etaient excusés et représentés par un suppléant :

Patrick HERLANGE représenté par **Serge MINER**
Marc BRIET représenté par **Jean MONCOMBLE**
Jean-François ROUSSEL représenté par **Daniel MACREZ**

Etaient absents excusés et non représentés :

Marc DELABY, Sébastien BETHOUART, Rose-Marie DELPORTE, Daniel DUBOIS, Emile CREPIN, Hubert MAQUAIRE, Benoît ROUZE, Olivier DEKEN, Daniel THILLIEZ

Secrétaire de séance : Michel HEDIN

Monsieur Bruno DELENCLOS est arrivé à 18H36 avant le vote de la délibération n°2023-197
Madame Madeleine DERAMECOURT est arrivée à 18h41 avant le vote de la délibération n° 2023-198

Fin de la séance : 19h15



Numéro de l'acte	2023-198
Nature de l'acte	Délibération
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Planification - Approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Camiers

• Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois sur avis du Bureau

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.300-6 et L.300-6-1, L.153-54 et suivants, R. 153-13 et suivants, L.153-23 et suivants, R.104-13 et R. 104-14 portant sur les évaluations environnementales des PLU ;
- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1^{er} janvier 2017 de la Communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Camiers en date du 6 juillet 2011 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal, lequel a fait l'objet d'une première procédure de modification approuvée le 9 juillet 2013 et d'une seconde procédure de modification approuvée le 14 décembre 2017 ;
- Vu l'avis favorable de la commission n°2 du 7 janvier 2021 ;
- Vu l'arrêté du Président n°2022-07 en date du 21 février 2022 décidant de l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Camiers ;
- Vu les pièces du dossier de déclaration de projet, soumises à la mise à disposition, notifiées aux personnes publiques associées ainsi qu'aux communes concernées dans le cadre de la mise en œuvre d'une réunion d'examen conjoint ;
- Vu la saisine de la Mission Régionale d'Autorité environnementale dans le cadre de la consultation au cas par cas en date du 14 février 2022 ;
- Vu la réunion d'examen conjoint en date du 5 avril 2022 et les avis des personnes publiques associées recueillis par procès-verbal ;
- Vu la décision, après examen au cas par cas, de la Mission Régionale d'Autorité environnementale Hauts-de-France en date du 20 avril 2022, décidant de la soumission à évaluation environnementale de la mise en compatibilité du PLU de la Commune de Camiers ;

-Vu la mise à jour de l'évaluation environnementale et du résumé non technique soumis à l'autorité environnementale en date du 19 juillet 2022 ;

-Vu l'avis délibéré de la Mission Régionale d'Autorité environnementale Hauts-de-France en date du 9 novembre 2022

-Vu le mémoire en réponse à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale Hauts-de-France rédigé par la CA2BM ;

-Vu la décision du Président de Monsieur le président du Tribunal administratif du 16 février 2023 de désigner Monsieur Luc GUILBERT en qualité de commissaire enquêteur ;

-Vu l'arrêté du Président de la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois n°2023-10 portant organisation de l'enquête publique sur la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Camiers ;

-Vu le procès-verbal de synthèse faisant état des observations du public par le Commissaire Enquêteur en date du 25 avril 2023 ;

-Vu le mémoire en réponse de la CA2BM en date du 09 mai 2023 ;

-Vu le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur, en date du 15 mai 2023 ;

-Considérant les objectifs d'aménagement portant sur la partie du bourg de Camiers, énoncés au document d'urbanisme, notamment :

- Préserver le caractère du bourg en confortant la centralité et en assurant l'intégration des constructions futures aux marges des terres agricoles en conservant la structure aérée des extensions périphériques du village ;
- Renouveler la commune sur elle-même par la reconquête et la requalification des espaces vacants et sites déqualifiés ;

-Considérant la nécessité de reclasser la zone d'urbanisation future à long terme 2AUa, frange de la voie ferrée, en zone à urbaniser à court terme 1AU, de requalifier les abords ferroviaires délaissés en friche et permettre la réalisation de logements aidés, jardins et réaménagement autour de la gare ferroviaire ;

-Considérant que l'opération d'aménagement du site présente un intérêt public, en termes :

- D'habitat : l'ambition est de conforter l'offre de logements aidés et de compléter le parcours résidentiel avec une mixité de typologie, en connexion avec le bourg ;
- De reconquête des franges : l'objectif est de requalifier l'espace délaissé en frange de la zone urbaine et de la voie ferrée par un travail paysager moins dense, intégrant des espaces verts et jardins ouvriers ;
- Pôle gare : l'ambition est de réaménager les abords du pôle gare (espaces publics, traitement paysager, circulation ...) et de connecter pleinement l'équipement au cœur de la zone d'habitat mixte ;

-Attendu que le reclassement de la zone 2AU en zone 1AU et la création d'une OAP, pour la réalisation du projet, s'inscrit dans les objectifs d'aménagement du projet de territoire susmentionnés.

-Considérant que l'intérêt public présenté par le projet de territoire justifie la mise en place de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du document d'urbanisme ;

-Considérant que les réponses aux remarques émises par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer ont été apportées par la CA2BM et la commune dans le compte-rendu de l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées en date du 05 avril 2022 ;

-Considérant que l'enquête publique s'est déroulée en mairie de Camiers (seule commune concernée) ;

-Considérant que l'ensemble des modalités définies dans l'arrêté du Président n°2023-10 ont été respectées (affichage, parutions, avis informant le public...) ;

-Considérant que le dossier de modification présentant l'exposé des motifs ainsi qu'un registre permettant au public de formuler ses observations ont été mis à la disposition du public en mairie de Camiers du lundi 20 mars 2023 (09h00) au vendredi 21 avril 2023 (17h00) inclus et sur le site internet de la CA2BM ;

-Considérant que trois observations ont été inscrites sur le registre d'enquête, qu'un courrier a été enregistré et annexé au registre ;

-Considérant que trois personnes se sont présentées à la permanence d'accueil du Commissaire Enquêteur ;

-Considérant qu'à l'issue de l'enquête publique, le Commissaire Enquêteur a remis son procès-verbal de synthèse faisant état des observations du public auxquelles la CA2BM a répondu ;

-Considérant que les réponses aux observations du public ainsi qu'aux avis des personnes publiques associées et à l'avis de la MRAe figurent dans le mémoire en réponse de la CA2BM établi le 03 mai 2023 ;

-Considérant que le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable en date du 15 mai 2023 ;

-Considérant qu'au terme de l'enquête publique et compte tenu de ses résultats, des observations du public et des avis des personnes publiques associées, le responsable du projet peut être amené à modifier de manière non substantielle le dossier ;

-Considérant qu'il y a eu lieu de procéder aux modifications non substantielles suivantes conformément aux réponses apportées au sein du mémoire en réponse de la CA2BM (avis du public, commissaire enquêteur, examen conjoint des personnes publiques associées et réponse MRAE) :

- Modification de l'OrientatIon d'Aménagement et de Programmation (phasage, précision mixité sociale, mesures de réduction de l'impact);
- Annexes ajoutées au Rapport de présentation (desserte en réseaux) ;
- Modification du plan de zonage en vue de la réduction de la zone NS1.

**Après avoir entendu l'exposé du rapport et en avoir délibéré,
Le conseil communautaire décide :**

-D'approuver la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Camiers ;

Conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet :

- D'un affichage en mairie de Camiers ainsi qu'u siège de la CA2BM durant un mois et sur le site internet de la CA2BM ;

- D'une mention dans un journal d'annonces légales diffusé dans le département ;
- D'une publication au recueil des actes administratifs

Le dossier de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme sera tenu à la disposition du public à la mairie de Camiers ainsi qu'au siège de la CA2BM aux jours et heures habituels d'ouvertures. Il sera également mis à disposition sur le site internet de la CA2BM une fois approuvé. Les conclusions du Commissaire Enquêteur seront mises en ligne sur le site internet de la CA2BM et le Plan Local d'Urbanisme opposable sera mis en ligne également.

Conformément à l'article L. 153-23 du Code de l'urbanisme, la présente délibération et les dispositions engendrées par la mise en compatibilité par déclaration de projet du PLU de Camiers seront publiés sur le portail national de l'urbanisme et transmises à l'autorité administrative compétente de l'Etat. La délibération deviendra exécutoire à compter de la plus tardive des deux dates.

Adopté à l'Unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Le Président,

Bruno COUSEIN



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20230706-2023-198-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/07/2023

Affichage : 07/07/2023



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS**

L'an deux mille vingt-quatre, le 14 octobre à dix-huit heures, le Conseil s'est réuni salle Raymond LAVOGEZ (COSEC 1) à Ecuire, sous la présidence de M. Bruno COUSEIN, suite à la convocation du 4 octobre 2024, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la CA2BM.

Etaient présents : Tous les conseillers communautaires titulaires en exercice, à l'exception de :

Etaient excusés et avaient donné pouvoir :

Claudine TORABI a donné pouvoir à **Michel KUCHARSKI**
Jean-Jacques OPRESKO a donné pouvoir à **Valérie DECLERCQ**
Marie-France BUZELIN a donné pouvoir à **Danièle BERTIN**
Jocelyne CAULIER a donné pouvoir à **Jean-Marie MICHAULT**
Jean-Luc BOUVIER a donné pouvoir à **Mélanie WATEL**
Didier DOMY a donné pouvoir à **Margarète BARBARA**
Christelle BEAURAIN a donné pouvoir à **Sébastien BAILLET**
Thierry SAMIEC a donné pouvoir à **Claude COIN**
Jean-Claude GAUDUIN a donné pouvoir à **Valérie DELORME**

Etaient absents excusés et non représentés :

Walter KAHN, Gaston CALLEWAERT, Marc DELABY, Sébastien BETHOUART, Bernard MORGENTHALER, David CAUX, Michel HEDIN, Daniel DUBOIS, Christèle DEHARBE, Hubert MARQUAIRE, Frank LEURETTE, Jean-Paul DE LONGUEVAL, Daniel THILLIEZ.

Secrétaire de séance : Pierre LEQUIEN

Monsieur Sébastien BAILLET est arrivé à 18h15 avant le vote de la délibération n°2024-301.

Madame Amelie JANKOWSKI et Monsieur Henri DELIANNE sont arrivés à 18h17 avant le vote de la délibération n° 2024-302.

Monsieur Didier BRICOUT est arrivé à 18h43 avant le vote de la délibération n°2024-328.

Fin de la séance : 20h21

Numéro de l'acte	2024-356
Nature de l'acte	Délibération
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Planification - Approbation de la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Camiers

- **Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois sur avis du Bureau,**
 - Vu l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
 - Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 103.2 et suivants, L. 153-36 à L. 153-48, R. 104-12, R104-33 à R104-37, R. 153-20 et suivants ;
 - Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des Communautés de Communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;
 - Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
 - Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Camiers en date du 6 juillet 2011 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal, lequel a fait l'objet d'une première procédure de modification approuvée le 9 juillet 2013, d'une seconde procédure de modification approuvée le 14 décembre 2017 et d'une mise en compatibilité approuvée le 6 juillet 2023 ;
 - Vu la délibération n°2024-281 du Conseil Communautaire en date du 04 juillet 2024 définissant les modalités de mise à disposition du dossier de modification ;
 - Vu l'arrêté du Président n° 2024-33 en date du 03 avril 2024 décidant de la mise en œuvre de la procédure de modification simplifiée ;
 - Considérant la notification du projet de modification du PLU de Camiers aux personnes publiques associées mentionnées l'article L. 153-40 du Code de l'Urbanisme ainsi qu'à la commune de Camiers, en date du 22 avril 2024 ;
 - Considérant la saisine de l'autorité environnementale sur le projet de modification du PLU communal et l'avis de non soumission à évaluation environnementale rendu en date du 11 juin 2024,
 - Considérant l'avis favorable de la Chambre des Commerces et d'Industrie Littoral Hauts-de-France en date du 06 mai 2024, l'avis sans observation de la Chambre d'Agriculture en date du 16 mai 2024, et les retours réputés favorables formulés par les personnes publiques associées et la commune ;
 - Considérant la mise à disposition du public qui s'est tenue du 29 juillet 2024 au 30 août 2024 inclus en Mairie de Camiers ;
 - Considérant les pièces du dossier de modification du PLU soumises à la mise à disposition, notifiées aux personnes publiques associées ainsi qu'à la commune concernée ;
 - Considérant que l'ensemble des modalités de mise à disposition définies dans la délibération n°2024-281 du Conseil Communautaire en date du 04 juillet 2024 ont été respectées (affichage, parution, ...) ;
 - Considérant que le dossier de modification présentant l'exposé des motifs, ainsi qu'un registre permettant au public de formuler ses observations ont été mis à la disposition du public en Mairie de Camiers du 29 juillet 2024 au 30 août 2024 inclus et sur le site internet de la CA2BM ;

- Considérant qu'aucune observation n'a été inscrite sur les registres mis à disposition et qu'aucun courrier ou mail n'a été enregistré ;
- Considérant que le dossier mis à disposition a été complété par les avis des personnes publiques associées ;
- Considérant que parmi les personnes publiques associées : une a émis un avis favorable et une a émis un avis sans observation particulière ;
- Considérant qu'à l'issue de la mise à disposition, le Président de l'établissement public en présente le bilan devant l'organe délibérant qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée ;
- Considérant que compte tenu des résultats, des observations du public et des avis des personnes publiques associées, il y a lieu d'approuver le document tel que soumis au public.

**Après avoir entendu l'exposé du Vice-Président et en avoir délibéré,
Le Conseil Communautaire décide :**

- d'acter le bilan de la mise à disposition et soumet le projet sans apport de modification ;
- d'approuver la modification simplifiée du PLU de la commune de Camiers tel qu'annexé à la présente délibération.

Conformément à l'article R. 153-20 à R. 153-22 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois et en Mairie de Camiers durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département ainsi que dans le recueil des actes administratifs. La présente délibération sera également publiée sur le site internet de la CA2BM ainsi que sur le Géoportail de l'Urbanisme.

Le dossier de la modification du plan local d'urbanisme sera tenu à la disposition du public à la Mairie Camiers ainsi qu'au siège de la CA2BM aux jours et heures habituels d'ouverture. Le PLU opposable sera mis en ligne sur le site internet de la CA2BM.

La délibération deviendra exécutoire à compter de la publication sur le GPU et de la transmission au Préfet, la date la plus tardive faisant foi.

Adopté à l'unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Le Président,

Bruno COUSEIN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20241014-2024-356-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/10/2024
Affichage : 15/10/2024